

Journal de 20 heures

Bernard Kouchner : « Le monde n'a rien fait contre le génocide, contre les 500 000 morts découpés à la machette. Alors c'est difficile d'expliquer au FPR que le monde s'apitoie sur le choléra et pas sur le génocide »

Dominique Bromberger, Isabelle Baillancourt, Denis Brunetti

TF1, 31 juillet 1994

Edouard Balladur a rendu visite aux troupes françaises de l'opération Turquoise dans le Sud-Ouest du Rwanda.

[Dominique Bromberger :] Edouard Balladur a rendu visite aux troupes françaises de l'opération Turquoise dans le Sud-Ouest du Rwanda aujourd'hui. Le chef du gouvernement, qui était accompagné des ministres de la Défense et de la Coopération, a également survolé un camp de réfugiés. Isabelle Baillancourt et Gilles Hémart l'accompagnaient.

[Isabelle Baillancourt :] Edouard Balladur n'a passé que cinq heures au Zaïre et au Rwanda [une incrustation "Cyangugu, Rwanda" s'affiche à l'écran]. Pas de visite dans les camps mouroirs de réfugiés. Le Premier ministre a choisi l'hôpital de campagne militaire français de Cyangugu [on voit Edouard Balladur, accompagné de François Léotard, entrer sous une tente médicale de l'armée]. Des enfants malades ou blessés par balles ou machettes échouent ici. Ils sont soignés par une équipe de médecins qui ne ménage pas sa peine [gros plan sur des enfants blessés ; tout au long du reportage, on entend un bébé crier]. Très impressionné le Premier ministre par cette petite fille de trois mois qu'une perfusion vient de sauver [on voit Edouard Balladur en pleine discussion avec un responsable militaire]. L'autre bonheur : la naissance de

cette petite Gisèle.

À Kibuye où de terribles massacres se sont déroulés il y a quelques semaines, Edouard Balladur salue les soldats de l'opération Turquoise. Le Premier ministre a rencontré les Tchadiens qui relèvent les Français dans cette zone. Aujourd'hui, il reste un peu plus de 800 soldats français dans la zone de sécurité.

Accompagné du ministre de la Défense durant ces quelques heures passées auprès des troupes françaises, aucun discours mais seulement et avant tout un hommage à "une armée admirable, une armée qui a la foi". Ce sont les propres mots du Premier ministre [on voit Edouard Balladur et François Léotard en train de passer en revue des troupes].

[Dominique Bromberger :] En début d'après-midi, Edouard Balladur est reparti à destination de Paris. Mais alors qu'il se trouvait sur l'aéroport de Goma, nous avons pu entrer en liaison avec lui. Je lui ai demandé ce qu'il avait tout d'abord retenu de sa visite.

[Dominique Bromberger interviewe Edouard Balladur, en duplex de Goma.]

Dominique Bromberger : Alors Mon..., Monsieur le Premier ministre, quelle image retenez-vous, maintenant – alors que vous revenez de la tournée dans la zone de sécurité française et aux abords de la frontière du Zaïre –, quelle est l'image la plus forte dans votre esprit ?

Edouard Balladur : Ce que j'ai constaté, c'est que... nos soldats ont pris en main la situation, qu'ils assurent dans cette zone le calme, que le ravitaillement, certes est insuffisant, mais enfin que l'essentiel est préservé. Et surtout qu'ils donnent à..., aux malades, aux blessés, à toutes les victimes des atrocités que vous avez vues, les soins indispensables. J'ai visité deux hôpitaux de campagne, l'un à Cyangugu et à l'autre à Kibuye cet après-midi – il y a encore quelques instants –, et j'ai pu voir le dévouement de tous les médecins, de tous les... infirmiers, de tous les militaires et tous les soldats. La France, dans cette affaire..., depuis le début, a tenu à faire son devoir, ce qu'elle estime être son devoir : non pas un devoir que d'autres lui imposent, mais un devoir qu'elle s'impose à elle-même. Elle a eu le réconfort d'être très rapidement secondée par des conti..., des contingents d'Afrique francophone : des Sénégalais, des Maliens, des Mauritaniens, des Tchadiens et d'autres. Et, aujourd'hui, alors qu'il y a encore quelques semaines chacun s'étonnait de l'attitude de la France – et à la limite même, était choqué que la France put intervenir pour des raisons humanitaires –, aujourd'hui voilà que le monde entier, enfin ému, se mobilise. Je souhaite que cette mobilisation soit efficace.

Je souhaite que la population puisse rentrer chez elle. Et je sou..., souhaite que ce malheureux pays et ces malheureux Rwandais puissent retrouver un minimum de sécurité. C'est tout le sens de..., de l'action de la France.

Dominique Bromberger : Edouard Balladur, vous avez suivi jusqu'à présent cet, euh..., ces évènements dramatiques à partir de Paris, certes en voyant les images à la télévision. Mais quand on se trouve sur le..., sur le terrain, qu'est-ce qu'on ressent ?

Edouard Balladur : Oh ! Que pourrais-je ajouter à ce que tant d'autres ont dit avant moi ? Et à ce que des millions d'autres ont ressenti en même temps que moi devant les images de la télévision ? Vous savez le mieux qu'on ait à faire, c'est de ne pas chercher à inventer un adjectif nouveau ou un commentaire nouveau. Le mieux qu'on ait à faire c'est d'agir. C'est ce que nous essayons de faire.

Dominique Bromberger : Alors précisément, quelle est, pour la communauté internationale, maintenant, l'urgence absolue, le..., l'urgence première ?

Edouard Balladur : L'urgence première, c'est que la population puisse rentrer chez elle. Ces deux millions et demi de réfugiés. Pour qu'elle puisse rentrer chez elle, il faut qu'elle ait le sentiment de la sécurité. Ce sentiment de la sécurité, elle ne l'aura que si le..., les autorités rwandaises font les gestes nécessaires pour le lui donner. Tout passe par là. Et puis l'urgence, c'est que, en attendant, la communauté internationale – tout entière mobilisée – lui apporte les vivres, les médicaments, l'aide dont elle a besoin..., dont elle a un urgent besoin. Nous assistons ici à une tragédie comme notre siècle, qui en est pourtant tellement coutumier, en a fort peu connu.

Dominique Bromberger : Vous avez évoqué à l'instant les engagements du nouveau gouvernement. Les Américains sont en train de s'installer, euh, à Kigali. La France n'y est pas. Est-ce que c'est un choix ou est-ce que c'est dû à nos mauvaises relations avec le nouveau gouvernement du Rwanda ?

Edouard Balladur : Ben, pas du tout ! Nous avons, dès l'origine, précisé – je l'avais fait moi-même dans les propos que j'avais tenus à l'Assemblée nationale –..., précisé ce que devait être notre action. Nous devons être sur place pour une opération unam..., humanitaire, ne pas interférer dans les combats intérieurs du Rwanda. Je vous rappelle que lorsque nous sommes venus ici, l'on continuait à se battre au Rwanda et que Kigali était toujours aux mains de l'ancien gouvernement et de ses partisans. Nous devons être relayés par l'ensemble des pays du monde et notre mission devait avoir une durée limitée. Ces conditions, que nous avons posées, sont à peu près toutes

remplies aujourd'hui. Ce n'est pas du tout un choix de notre part. Nous sommes tout prêts à coopérer avec tous ceux qui feront preuve de bonne volonté pour que le peuple rwandais retrouve, je le répète, le sentiment de la sécurité. En tout cas je voudrais dire quelque chose pour terminer : c'est que... notre pays, en la circonstance..., a le premier et le seul... pris les décisions nécessaires. C'était des décisions difficiles qui nous ont exposés à beaucoup de critiques. Ces critiques, nous les avons assumées, nous les avons surmontées. Nous savions que cette opération comportait des risques de toute nature. Mais nous avons pensé que notre devoir était de faire face à ces ri..., risques et de les courir. Aujourd'hui toute la communauté internationale paraît ressentir une sorte de sentiment de soulagement. Eh bien je voudrais dire quelque chose : c'est que le moment du soulagement n'est pas arrivé. Ce qui est arrivé, c'est le moment de la mobilisation. Il faut véritablement que l'aide internationale soit plus rapide, soit plus importante, qu'elle soit plus efficace et qu'elle soit également parfaitement désintéressée. En tout cas c'est comme cela que nous, Français, nous avons conçu notre action. Et c'est comme cela que nous continuerons à la concevoir. Merci.

Dominique Bromberger : Monsieur Balladur, vous avez en effet, euh, souligné au cours de votre voyage en Afrique que les troupes françaises devraient être rapatriées d'ici le 22 août. Mais que se passerait-il si la relève n'était pas assurée à ce moment là ? Est-ce qu'elles rentreraient quand-même ?

Edouard Balladur : J'ai..., j'ai dit à plusieurs reprises que la France avait fait preuve de son sens des responsabilités et qu'elle ne ferait rien qui ajouterait au désordre ou à la tragédie que vit le peuple rwandais. Cela étant, je me permettrai d'ajouter que nul n'est en mesure, me semble-t-il, dans cette affaire, de faire la leçon à la France. Et si véritablement la communauté internationale n'est pas capable de mobiliser 3 à 4 000 hommes pour prendre le relais, cela voudrait dire que les bonnes paroles ne sont que de bonnes paroles. Et qu'elles ne sont pas suivies d'effet. Ce que je ne peux pas et ce que je ne veux pas croire ! Dans ces conditions, je le répète, la France a montré son sens de ce..., de ses responsabilités et elle ne fera rien pour que la situation empire. Tout au contraire ! Elle fera tout pour qu'elle s'améliore. Merci.

Dominique Bromberger : Merci Monsieur le Premier ministre.

Parmi les missions des militaires français qu'évoquait tout à l'heure le Premier ministre, il en est une essentielle : c'est la distribution de l'eau potable. Denis Brunetti et Jean-Etienne Mach ont suivi un bataillon qui ravitaille les

orphelinats de Goma et de la périphérie.

[Denis Brunetti :] Depuis l'arrivée des réfugiés, les soldats français sont devenus porteurs d'eau. Tous les jours, leurs citernes militaires viennent à la station d'épuration américaine au bord du lac Kivu. Le bataillon de soutien logistique a pris sur ses effectifs de Turquoise pour livrer 65 000 litres d'eau par jour dans un grand camp près de Goma et aux orphelinats.

Celui de Nyoshdo [Ndosho] accueille 3 500 enfants orphelins, abandonnés ou égarés. Cette eau pure, le désinfectant régulier apporté ont fait reculer la maladie après les 200 premiers morts du début.

[Kurutsu Mambo, "Médecin" : "Maintenant vous voyez, depuis le 19 [juillet] jusqu'aujourd'hui le 31 [juillet], il y a une forte diminution. D'ailleurs ce matin, on vient d'enregistrer seulement sept personnes qui ont le choléra".]

Et cette citerne est devenue un rendez-vous entre enfants et soldats [on voit un soldat français discuter avec des enfants].

["Lieutenant Hugo, Bataillon de soutien logistique", s'adressant à des réfugiés : - "Un jour ils ont de la bouillie et un jour ils ont du lait?". L'un des réfugiés : - "Ouais". - Lieutenant Hugo : - "Et ils mangent combien de fois par jour les petits, là?"]

Un autre soldat français, face caméra : "Je pense que... mes hommes sont fiers de ce qu'ils font ici. Et le regard qu'ils portent sur leur action de tous les jours, euh..., suffit à..., à exprimer, euh, leur joie de travailler dans ces conditions-là".]

Dans les grands camps, choléra et infections sont encore dramatiques. À Magunga [Mugunga], l'eau alimente d'abord le dispensaire puis les 150 000 réfugiés. Les humanitaires ont encore un peu d'espoir, à côté des grands camps du nord plus éloignés et moins distribués [on voit une colonne de réfugiés attendre avec leurs jerricans jaunes].

[Denis Brunetti, face caméra, devant un camion-citerne de l'armée française stationné dans le camp de Mugunga : "Dans ce camp de Mugunga, le choléra semble diminuer après la flambée des premiers jours, nous a dit un médecin. Grâce aux centres médicaux, grâce à l'information qui circule maintenant, grâce aussi à cette eau, cette eau turquoise".]

Dernière étape de la tournée : l'orphelinat "Noël", transféré du Rwanda et augmenté de réfugiés. Sur les 500, 60 sont morts, surtout au début. Mais là encore le bac de 15 000 litres a fait reculer la maladie. Seule inquiétude : que deviendront-ils quand ces hommes partiront fin août ? L'eau, ici, signifie la vie [gros plan sur le visage d'un enfant en train de regarder un bidon se remplir d'eau].

[Dominique Bromberger :] Le secrétaire américain à la Défense, William Perry, est arrivé ce matin à Kigali, la capitale du Rwanda, où il avait été précédé par les premiers soldats US. William Perry a rencontré l'homme fort du nouveau régime, Paul Kagame, qui a souhaité la bienvenue aux forces américaines [on voit en réalité Pasteur Bizimungu en train de s'entretenir avec William Perry]. 4 000 militaires américains pourraient être déployés dans la région. Quelques centaines de Canadiens et de Britanniques doivent également arriver à Kigali.

Bernard Kouchner, ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, vient de rentrer de la capitale du Rwanda, où il a rencontré les nouveaux dirigeants. Entretien de Thierry Thuillier.

[Bernard Kouchner, "Député Européen" : C'est une ville morte, rien ne fonctionne. Il y a un gouvernement, une administration qui n'existe plus et qu'il faut reconstruire. Mais... c'est surtout bien sûr à Goma où les problèmes se situent, tout le long de la frontière et également, euh, en Tanzanie. Faut pas oublier la Tanzanie. Et donc, près de trois millions de personnes qui ont quitté leur domicile – au moins trois millions – et qui doivent revenir ! Le problème prioritaire c'est le retour. J'étais avec une délégation du Parlement européen. Nous avons un objectif très précis : comment assurer ce retour, comment rétablir la confiance. Et puis il faut aussi savoir que l'Europe a donné 350 millions d'écus ! C'est-à-dire plus que le Japon et les États-Unis réunis. Et ça ne se voit pas. Donc comment rétablir cette confiance à partir de la capitale, à partir de Kigali ? Depuis 15 jours nous essayons d'installer des relais humanitaires. C'est-à-dire que les gens reviendront s'ils ont confiance, s'ils savent qu'il y a de l'eau sur la route, des médecins sur la route, un accueil, une protection [diffusion d'images de réfugiés tournées le 26 juillet 1994]. En somme je crois que choléra, épidémies div..., diverses – car il y en aura peut-être d'autres qui viendront –, le traitement de ce choléra, c'est à Kigali. C'est en montrant que le pays existe et qu'on pourra les protéger. D'où la proposition de l'Union européenne d'assistance technique. Y compris dans le domaine juridique et dans le domaine de la recherche des criminels, ils insistent beaucoup là-dessus.

Thierry Thuillier : Alors, justement à Kigali, on s'aperçoit que les Américains s'installent. Et on ne trouve pas de Français.

Bernard Kouchner : À Kigali, euh..., il y a cinq Français qui sont un peu bloqués à la MINUAR et qui sont des officiers de liaison. C'est tout. Et hier [31 juillet] on a vu arriver les 200 premiers américains qui vont prendre l'aéroport [diffusion d'images de soldats américains sur le tarmac de l'aéro-

port de Kigali tournées le 31 juillet 1994]. Et je vous garantis que dans deux ou trois jours il y aura 18, puis 20, puis 25, puis [inaudible] humanitaires et que ça va commencer. Les Français n'y sont pas.

Thierry Thuillier : Vous le regrettez ?

Bernard Kouchner : Oui ! Mais je regrette aussi l'ambiguïté... Oui, c'est..., bien sûr. C'est l'ambiguïté de la position française. Et qui est accentuée par la démarche du Premier ministre d'aller visiter la zone de sécurité sans que le gouvernement actuel, le gouvernement en place à Kigali, ait été consulté, à ma connaissance. Et ils ont pris ça évidemment très mal ! Encore une fois il faut la clarté et la transparence. C'est ça la thérapeutique ! C'est comme ça qu'on sauvera ces millions de réfugiés aux frontières. [Plan de coupe] Je crois qu'il fallait s'y prendre autrement parce que c'est le début de relations nécessaires, obligées, avec un gouvernement que nous n'avons pas mis en place [diffusion d'images de Kigali tournées le 29 juillet 1994], que nous n'avons pas voulu..., choisi, que certains réprouvent. Mais qui existe. Et qui est le gouvernement, pour le moment, légal du pays. Je vous rappelle que le gouvernement de Monsieur Habyarimana est né aussi d'un coup d'État. Et nous l'avons reconnu. [Plan de coupe] Faut pas oublier quelque chose d'essentiel : le monde a été alerté par l'épidémie de choléra et par la maladie, qu'on ne supportait pas. Et voir ces enfants et cette situation effroyable. Mais le monde n'a rien fait contre le génocide, contre les 500 000 – je ne sais pas combien – morts, découpés à la machette, tous des vraies cibles établies d'avance. Alors c'est difficile d'expliquer au FPR que le monde s'apitoie sur le choléra et pas sur le génocide. Voilà l'essentiel.]